

Statistiques en bref

STATISTIQUES GÉNÉRALES

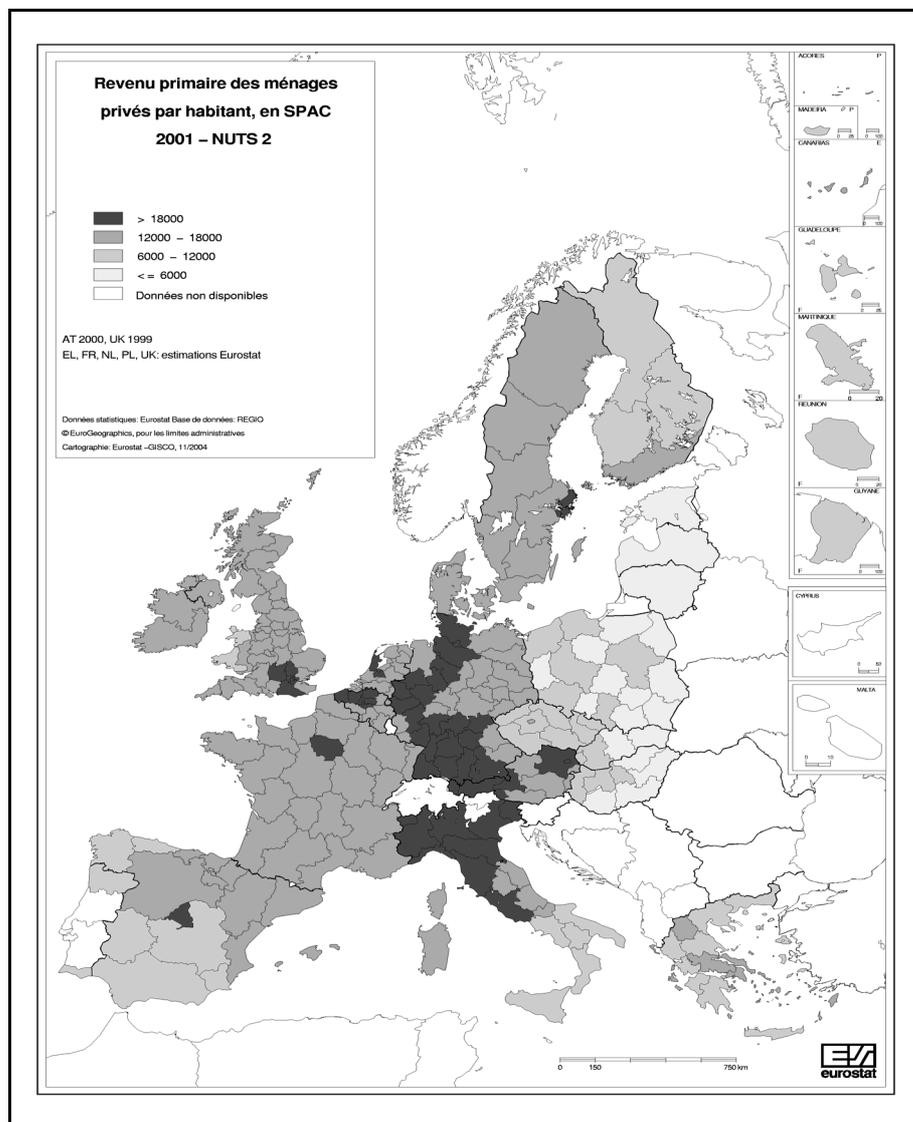
4/2004

Auteur
Andreas Krüger

Contenu

1. Introduction 2
2. Le revenu primaire est très disparate d'une région à l'autre 2
3. Revenu primaire et PIB..... 3
4. L'intervention de l'État diminue fortement les différences régionales..... 4
5. Les régions « faibles » sont tributaires des transferts sociaux..... 5

Revenu des ménages privés dans les régions de l'Union européenne en 2001



Graphique 1: revenu primaire des ménages privés (en SPAC) – Niveau 2 de la NUTS- 2001

Selon les dernières estimations pour 2001, le revenu primaire régional par habitant variait de 4003 SPAC en Lituanie à 24 406 SPAC dans la région belge Vlaams Brabant¹. Dans la région affichant la valeur la plus élevée, le revenu primaire était environ six fois supérieur à celui de la région présentant le niveau le plus faible. La région arrivant en tête dans les neuf nouveaux États membres était Praha en République tchèque avec un revenu primaire de 12 658 SPAC.



¹ Aucune donnée n'est disponible pour Chypre, le Luxembourg, Malte et la Slovaquie ainsi que pour plusieurs autres régions. 21 États membres ont fourni des données pour un total de 243 régions NUTS 2.

1. Introduction

L'un des objectifs principaux de la statistique régionale est assurément de mesurer la richesse des régions. Il s'agit non seulement de satisfaire la soif de connaissances intellectuelles, mais aussi de fournir une base pour des mesures politiques destinées à soutenir les régions moins riches. L'appréhension statistique de la richesse régionale est cependant plus complexe et problématique qu'il peut y paraître à première vue.

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse des régions est le produit intérieur brut (PIB) régional. Celui-ci est, en règle générale, exprimé en standards de pouvoir d'achat et par habitant, afin de rendre les données comparables entre les régions. Les derniers chiffres du PIB ont été publiés en avril 2004 dans la collection « Statistiques en bref », thème 1, N°1 et 2/2004.

Le PIB au niveau régional est calculé selon l'optique de la production. Il correspond à la somme en valeur des biens et des services produits dans une région par la population occupée dans cette région. Compte tenu des nombreuses imbrications interrégionales et des interventions de l'État, il n'est toutefois nullement garanti que ce revenu parvienne réellement aux habitants de la région dans laquelle il a été généré. Pour mieux se rendre compte de la situation économique d'une région, il convient donc de se référer également au revenu des ménages privés.

Dans les économies de marché disposant de mécanismes de redistribution par l'État, on distingue deux types de répartition du revenu des ménages privés.

La distribution primaire du revenu indique le revenu des ménages privés résultant directement des opérations sur le marché, à savoir de l'achat et de la vente de facteurs de production et de biens. Il convient de mentionner avant tout les rémunérations des travailleurs, c'est-à-dire le revenu de la vente du facteur de production « travail ». Les ménages privés peuvent, en outre, percevoir des revenus de la propriété, en particulier des intérêts, des dividendes et des loyers. Enfin, il existe également un revenu résultant de l'excédent d'exploitation ou d'activités indépendantes. Du côté du passif, il faut enregistrer les éventuels intérêts et loyers à payer par les ménages. Le solde de toutes ces transactions correspond au revenu primaire des ménages privés.

Le revenu primaire constitue le point de départ de la distribution secondaire du revenu, qui décrit le mécanisme de redistribution par l'État. L'ensemble des prestations sociales monétaires et des transferts s'ajoute à ce revenu primaire. À partir de cette enveloppe, les ménages doivent payer des impôts sur le revenu et le patrimoine, s'acquitter de cotisations sociales et réaliser des transferts. La somme subsistant à l'issue de ces transactions, c'est-à-dire le solde, est appelée revenu disponible des ménages privés.

Eurostat ne dispose que depuis quelques années de données ventilées par région pour ces différentes catégories de revenu des ménages privés. Ces données sont collectées au niveau NUTS 2, dans le cadre des comptes régionaux.

2. Le revenu primaire est très disparate d'une région à l'autre

La carte 1 présente le revenu primaire dans les régions NUTS 2 de l'UE-25 et montre clairement l'existence d'îlots de prospérité dans le sud de l'Angleterre, à Paris, dans le nord de l'Italie, à Vienne, à Madrid, en Flandre, à l'ouest des Pays-Bas, à Stockholm ainsi qu'en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Hesse, dans le Bade-Wurtemberg et en Bavière. Les disparités nord-sud en Italie et ouest-est en Allemagne sont également flagrantes. Dans les neuf nouveaux États membres, le revenu primaire des ménages se situe nettement en deçà de la moyenne de l'UE-25. Ce sont en général les régions des capitales - en particulier Praha, Bratislavský kraj, Közép-Magyarország (Budapest) et Mazowieckie (Varsovie) - qui se distinguent par une richesse supérieure à la moyenne.

Le tableau 1 reprend les dix régions NUTS 2 ayant le revenu primaire par habitant le plus élevé ou le plus faible. Sur les dix régions de tête, quatre se trouvent en Allemagne, deux en Belgique ainsi qu'une en France,

Région	Revenu primaire des ménages privés par habitant in 2001 (SPAC)
Vlaams-Brabant (BE)	24406
Oberbayern (DE)	24096
Ile-de-France (FR)	23877
Brabant Wallon (BE)	22838
Stuttgart (DE)	22681
Inner London (UK)	22394
Lombardia (IT)	22297
Hamburg (DE)	22095
Darmstadt (DE)	21692
Stockholm (SE)	21553
.....
Eszag-Alföld (HU)	5076
Podlaskie (PL)	4997
Opolskie (PL)	4987
Swietokrzyskie (PL)	4933
Warminsko-Mazurskie (PL)	4891
Eesti (EE)	4761
Podkarpackie (PL)	4617
Lubelskie (PL)	4598
Latvija (LV)	4473
Lietuva (LT)	4003

Tableau 1: Revenu primaire des ménages privés par habitants in 2001 (SPAC)

en Italie, en Suède et au Royaume-Uni. Les dix régions au revenu primaire le plus faible sont toutes situées dans les nouveaux États membres : six régions en Pologne, une en Hongrie ainsi que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Le revenu primaire par habitant de la région la plus riche (Vlaams Brabant) est environ six fois plus élevé que celui de la région la plus pauvre (Lituanie). Au sein même des États membres, l'écart est nettement moindre : le revenu primaire de la région la plus riche y est 1,5 à 2,5 fois supérieur à celui de la région la plus pauvre. Il n'existe pas de différence significative à cet égard entre les anciens et les nouveaux États membres. Le seul fait marquant est la distribution très homogène observée aux Pays-Bas, où la valeur de la région au revenu primaire par habitant le plus élevé (Utrecht) n'est que d'un tiers supérieure à

celle de la région au revenu le plus faible (Groningen).

Toutes les données qui ont été utilisées pour l'élaboration de cette publication peuvent être téléchargées sans frais du site Internet d'Eurostat sous cette adresse:

http://europa.eu.int/comm/eurostat/newcronos/reference/display.do?screen=welcomeref&open=/general/regio/econ-esa95/hh95&language=fr&product=EU_general_statistics&root=EU_general_statistics&scrollto=87

3. Revenu primaire et PIB

En raison d'influences diverses, le PIB régional par habitant et le revenu des ménages privés peuvent être très différents l'un de l'autre. Ces disparités se manifestent tout particulièrement dans les régions-capitales comme Bruxelles ou Londres où le PIB par habitant de la capitale est plus élevé que la moyenne alors qu'il est comparativement faible dans les régions environnantes. Ce phénomène s'explique par le fait que le PIB est imputé au site de production même s'il est en partie produit par des actifs qui résident dans les

environs de la région-capitale.

On constate un effet inverse pour le revenu qui est partiellement imputé aux régions situées aux alentours des capitales et dans lesquelles de nombreux ménages ont élu domicile. Le revenu par habitant y est donc plus élevé que dans la capitale elle-même.

Le tableau 2 qui reprend le classement des régions communautaires présentant le PIB par habitant le plus élevé/le plus faible met en évidence ces effets. Si l'on compare le PIB et le revenu primaire (voir tableau 1), on constate que les régions affichant le PIB par habitant le plus élevé ou le plus faible ne disposent pas nécessairement du revenu primaire le plus élevé ou le plus faible : cinq des dix régions arrivant en tête pour le revenu primaire par habitant ne se retrouvent pas parmi les dix premières dans le classement du PIB par habitant. On observe en outre que dans les régions caractérisées par d'importants flux de navetteurs, le rapport entre le revenu primaire et le PIB est très variable. Ce taux n'atteint que 43,3 %, dans Bruxelles-capitale, mais s'élève à 96,8 % dans la province de Vlaams-Brabant située au nord et même à 98,8 % dans le Brabant Wallon attenant au sud. Pour les régions de niveau NUTS2 sans flux de navetteurs interrégionaux importants, on se serait en revanche attendu à des valeurs comprises entre environ 55 % et 70 %. Si on regroupe les trois régions Bruxelles-Capitale, Vlaams-Brabant et Brabant Wallon, ce qui neutralise une grande partie des flux de navetteurs interrégionaux, on obtient pour ces trois régions NUTS 2 un taux tout à fait normal de 63,2 %.

Dans le bas du classement où figurent uniquement des régions des nouveaux États membres, cet effet est nettement moins marqué: sur les dix régions accusant le revenu primaire le plus faible, seules deux n'apparaissent pas dans le groupe correspondant pour le PIB. Le rapport entre le revenu primaire et le PIB se situe dans une fourchette relativement étroite de 58 % à

Région	PIB (en SPA) par habitant 2001 en SPA	Revenu primaire par habitant 2001 en SPAC	en % du PIB (en SPA)
Inner London (UK)	58881	22394	38.0
Luxembourg (LU)	48721	:	:
Bruxelles-Capitale (BE)	43601	18898	43.3
Hamburg (DE)	38275	22095	57.7
Ile-de-France (FR)	36915	23877	64.7
Wien (AT)	35459	21171	59.7
Berkshire, Buckinghamshire & Oxfordshire (UK)	33297	19506	58.6
Oberbayern (DE)	33163	24096	72.6
Stockholm (SE)	32488	21553	66.3
....			
Vlaams-Brabant (BE)	25217	24406	96.8
Brabant Wallon (BE)	23108	22838	98.8
....			
Latvija (LV)	7659	4473	58.4
Eszag-Alföld (HU)	7644	5076	66.4
Opolskie (PL)	7623	4987	65.4
Vychodne Slovensko (SK)	7615	5412	71.1
Eszag-Magyarország (HU)	7504	5373	71.6
Swietokrzyskie (PL)	7171	4933	68.8
Podlaskie (PL)	7115	4997	70.2
Warminsko-Mazurskie (PL)	6795	4891	72.0
Podkarpackie (PL)	6700	4617	68.9
Lubelskie (PL)	6577	4598	69.9

Tableau 2: revenu primaire en % du PIB

72 %. On peut entre autres en déduire que les mouvements interrégionaux de navetteurs dans les régions de moindre développement économique des

nouveaux États membres jouent encore à l'heure actuelle un rôle nettement plus faible que dans l'UE-15.

4. L'intervention de l'État diminue fortement les différences régionales

Région	Revenu disponible des ménages privés par habitant 2001 (SPAC)
Bremen (DE)	18856
Emilia-Romagna (IT)	18688
Oberbayern (DE)	18530
Lombardia (IT)	18459
Valle d'Aosta (IT)	18307
Hamburg (DE)	18259
Wien (AT)	18201
Stuttgart (DE)	18000
Ile-de-France (FR)	17984
Vlaams-Brabant (BE)	17932
.....
Eszag-Magyarország (HU)	5152
Podlaskie (PL)	5111
Eszag-Alföld (HU)	4996
Warminsko-Mazurskie (PL)	4980
Opolskie (PL)	4955
Lubelskie (PL)	4920
Podkarpackie (PL)	4747
Lietuva (LT)	4741
Eesti (EE)	4729
Latvija (LV)	4330

Tableau 3: Revenu disponible des ménages privés par habitant 2001 (SPAC)

Contrairement au revenu primaire, le revenu disponible dépend dans une large mesure des interventions de l'État ainsi que d'autres paiements de transfert (voir les notes méthodologiques à la fin de la présente publication). Du fait des impôts perçus par l'État, le revenu disponible se situe généralement en deçà du revenu primaire.

L'intervention de l'État au travers des impôts et des subventions conduit avant tout à un nivellement considérable des revenus (voir carte 2). Le rééquilibrage des revenus entre les régions est tout à fait perceptible dans l'ensemble de l'Allemagne, en Italie du sud et du centre, au Royaume-Uni et en France mais également en Belgique, en Espagne et en République

tchèque. Sous l'effet de la redistribution par l'État, l'écart entre la région disposant du revenu par habitant le plus élevé dans l'UE et la région présentant le revenu le plus faible s'est resserré, passant de six fois à environ quatre fois et demi. Une analyse par pays révèle que dans la plupart des États membres, l'écart entre les régions pour ce qui est du revenu disponible est d'environ un huitième à un sixième plus faible que pour le revenu primaire. Ce sont l'Allemagne et le Royaume-Uni qui enregistrent le nivellement le plus marqué de leur distribution régionale (25%), et la République tchèque, la Finlande et les Pays-Bas le plus faible (10%).

Dans 30 des 243 régions pour lesquelles des données sont disponibles, le revenu disponible dépasse le revenu primaire : huit de ces régions se trouvent en Pologne, sept au Royaume-Uni et en Allemagne, cinq en Grèce et une en Italie, en Lituanie et en Hongrie. Cette situation ne découle pas seulement de l'intervention de l'État mais aussi des paiements de transfert, provenant par exemple de salariés préalablement installés dans la région qui ont déménagé dans d'autres régions et qui viennent en aide aux membres de leur famille au travers des paiements de transfert. Elle n'est donc pas uniquement imputable à l'intervention de l'État.

Le tableau 3 fait ressortir que les effets décrits modifient non seulement le niveau des revenus mais également le classement des régions de l'UE. Une comparaison des deux tableaux montre que trois des dix régions présentant le revenu primaire le plus élevé ne se retrouvent pas dans le groupe des dix pays de tête pour le revenu disponible. À l'autre bout de l'échelle, neuf des dix régions ayant le revenu primaire le plus faible comptent également parmi les dix régions présentant le revenu disponible le plus bas. Dans cinq de ces neuf régions - quatre régions polonaises et la Lituanie -, le revenu disponible est supérieur au revenu primaire. Dans les quatre autres, le revenu disponible n'est que de 3,2 % inférieur au revenu primaire alors que l'écart moyen s'établit à environ 14 % dans les États membres ayant fourni des données à Eurostat.

5. Les régions « faibles » sont tributaires des transferts sociaux

L'État n'intervient pas dans la répartition des revenus uniquement par la perception d'impôts mais également par le paiement de transferts sociaux monétaires. Tant le volume que la distribution régionale de ces transferts sociaux de l'État présentent des différences caractéristiques entre les États membres. Alors qu'ils atteignent parfois plus de 40% du revenu disponible en Scandinavie, leur niveau se situe à quelque 30% au Royaume-Uni et en Allemagne par exemple, mais seulement à 19% environ en Irlande et en Estonie. La Lituanie accuse, avec un peu plus de 17%, la plus faible valeur de tous les États membres. En règle générale, la part des transferts sociaux monétaires est moins élevée dans les nouveaux États membres que dans les anciens.

Le tableau 4 énumère les dix régions NUTS 2 détenant la part de transferts sociaux la plus élevée et la plus faible. Hormis les quatre régions scandinaves où les paiements de transfert de l'État sont traditionnellement très élevés, les six autres régions de tête se trouvent dans les nouveaux Länder allemands de la Sachsen et de la Sachsen-Anhalt.

Les différences entre les valeurs des régions NUTS 2 et les moyennes nationales montrent que la redistribution régionale est beaucoup plus marquée en Allemagne qu'en Suède : pour Dessau, cet écart correspond à 16 % du revenu disponible (la moyenne pour l'Allemagne est de 30,9%) ; pour Oevre Norrland en revanche, il se situe juste en deçà de 10 % (moyenne pour la Suède : 37,1%).

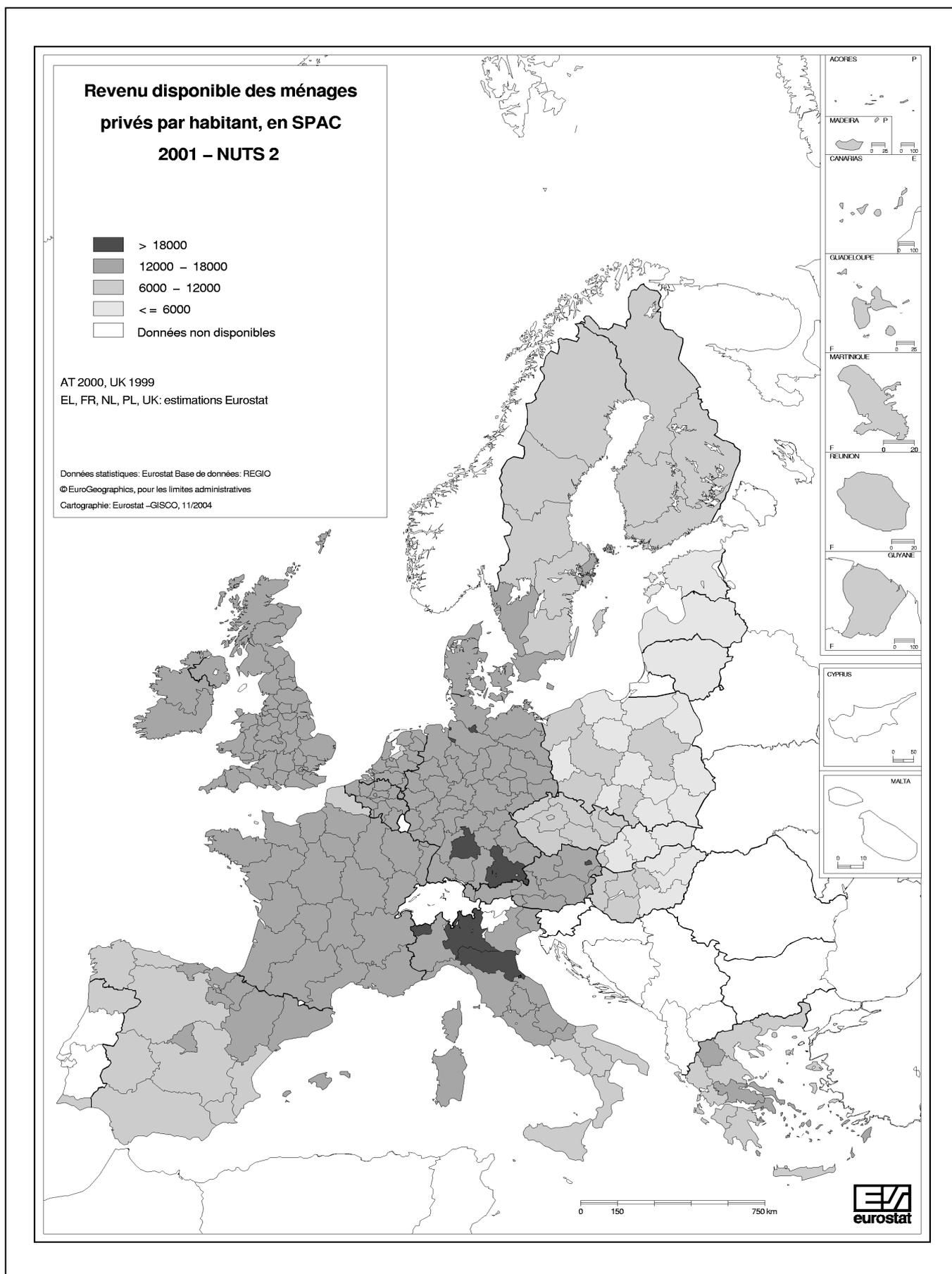
Les régions grecques (sept des dix régions présentant les plus faibles parts de transferts sociaux monétaires)

Région	Part des transferts sociaux monétaires dans le revenu disponible 2001 (2) in %
Dessau (DE)	47.0
Oevre Norrland (SE)	47.0
Halle (DE)	46.7
Norra Mellansverige (SE)	45.3
Chemnitz (DE)	45.2
Magdeburg (DE)	44.1
Leipzig (DE)	43.9
Dresden (DE)	43.5
Mellersta Norrland (SE)	43.2
Danmark (DK)	43.0
.....
Lietuva (LT)	17.4
Stereia Elada (EL)	17.3
Southern and Eastern (IE)	17.2
Dytiki Elada (EL)	16.9
Ionia Nisia (EL)	16.8
Ipeiros (EL)	15.5
Kriti (EL)	14.5
Notio Aigaio (EL)	13.8
Dytiki Makedonia (EL)	12.2
Bratislavsky (SK)	11.5

(2) EL, NL, AT: 2000; FR, UK: 1999

Tableau 4: Part des transferts sociaux monétaires dans le revenu disponible 2001 en %

dominent la partie inférieure du tableau, tout comme la Lituanie, Southern and Eastern (IE) et Bratislavsky (SK).



Graphique 2: Revenu disponible des ménages privés par habitant, en SPAC 2001 – NUTS 2

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

NOTES MÉTHODOLOGIQUES:

Lors d'une analyse des revenus des ménages, il faut d'abord réfléchir à l'unité de mesure dans laquelle les données devraient être exprimées pour rendre pertinentes les comparaisons.

Aux fins des comparaisons interrégionales, le PIB régional est généralement exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA). L'objectif est de permettre des comparaisons en termes de volume. Il faudrait procéder de la même manière avec les variables du revenu des ménages privés, afin de pouvoir les comparer entre elles et avec le PIB régional.

Nous nous heurtons cependant ici à un problème: les SPA sont conçus de telle façon qu'ils s'appliquent au PIB dans sa totalité. Le calcul s'effectue suivant l'approche des dépenses et les SPA ne sont subdivisés que du côté des dépenses.

Or, dans les comptes régionaux, l'optique des dépenses ne peut pas être utilisée, car elle suppose la disponibilité d'informations sur les flux d'importation et d'exportation régionaux. Ces données faisant défaut, les comptes régionaux ne sont calculés que selon l'optique de la production, si bien qu'il n'y a pas de correspondance exacte entre les variables du revenu et les SPA. Les SPA n'existent que pour la consommation privée.

Considérant que ces différences conceptuelles ne sont pas très importantes, Eurostat convertit les variables du revenu des ménages privés au moyen de la composante de la consommation des SPA, appelée SPAC (standards de pouvoir d'achat relatifs à la consommation).

Eurostat ne dispose pas encore d'un ensemble de données complet au niveau NUTS 2. Il manque toujours des données pour les régions suivantes : Ceuta et Melilla en Espagne, les provinces autonomes de Bolzano et du Trentin en Italie, les régions du Centre, de Lisbonne et de l'Alentejo au Portugal, ainsi que Chypre, Luxembourg, Malte et la Slovénie. Les données 2001 de la Grèce, de la France, des Pays-Bas, de l'Autriche et du Royaume-Uni ont été estimées par extrapolation.

Aux termes du règlement N° 2223/96 du Conseil, les États membres sont tenus de transmettre leurs données à Eurostat dans un délai de 24 mois suivant la période de référence. Certains États membres bénéficient d'une dérogation jusqu'en 2005 ; d'autres n'ont pas toujours respecté le délai stipulé dans le règlement.

Le quotient revenu disponible/PIB n'est pas très exact d'un point de vue méthodologique puisqu'une valeur en SPAC est divisée par une valeur en SPA. L'imprécision qui en résulte peut toutefois être considérée comme insignifiante.

Dans la comptabilité nationale, le compte de distribution du revenu est défini comme suit:

Compte de distribution primaire du revenu des ménages privés

Emplois	Ressources
D.4 Revenus de la propriété	B.2/B.3 Excédent d'exploitation/revenu mixte.
	D.1 Rémunération des salariés
B.5 Solde des revenus primaires	D.4 Revenus de la propriété

Compte de distribution secondaire du revenu des ménages privés

Emplois	Ressources
D.5 Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	B.5 Revenus primaires
D.61 Cotisations sociales	D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature
D.7 Autres transferts courants	D.7 Autres transferts courants
B.6 Revenu disponible	

Pour en savoir plus:

➤ **Les bases de données**

[Site web EUROSTAT/Statistiques générales/Statistiques régionales/Comptes économiques/Comptes économiques - SEC95/Comptes des ménages - SEC95](#)

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tel. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 •

E-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations précises sur ce réseau de centres d'appui:

www.europa.eu.int/comm/eurostat/

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier – L-2985 Luxembourg

URL: <http://publications.eu.int>

E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIEN/BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - EESTI – ELLÁDA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - KYPROS/KIBRIS – LUXEMBOURG - MAGYARORSZÁG – MALTA - NEDERLAND - ÖSTERREICH - POLSKA - PORTUGAL - SLOVENIJA - SLOVENSKO - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - BALGARIJA - HRVATSKA - ÍSLAND – NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - AUSTRALIA - BRASIL - CANADA - EGYPT - MALAYSIA - MÉXICO - SOUTH KOREA - SRI LANKA - T'AI-WAN - UNITED STATES OF AMERICA

TEXTE ORIGINAL: Allemand